

LES RETRAITÉ·E-S DOIVENT ÊTRE ENTENDU·E-S : JOURNÉE D'ACTION UNITAIRE LE 1^{ER} OCTOBRE

Éditorial

L'exercice autoritaire du pouvoir, les atteintes répétées aux libertés individuelles et collectives, le verrouillage du débat sur les projets d'alternatives démocratiques sociales et économiques, que ce soit au Parlement, avec les syndicats ou dans les médias aux ordres ne sont pas étrangers à l'abstention massive le 20 juin. En tant que syndiqué·e·s nous avons une responsabilité particulière pour dénoncer la faillite des politiques menées et contribuer à un rapport de forces qui ouvre des perspectives concrètes possibles.

C'est pour cela que les 9 organisations et associations toujours dans l'unité appellent les retraité·e·s à poursuivre l'action à la rentrée en direction des responsables politiques et de l'opinion publique au moment où se débat le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Dans la pensée néolibérale tournée vers la rentabilité, la retraite tout comme d'ailleurs l'allongement de l'espérance de vie sont considérés comme des charges et non plus comme des conquêtes et des choix de société. Il se trouve donc toujours des « experts » pour s'attaquer à ces prétendu·e·s privilégié·e·s et faire oublier la baisse continue des pensions nettes sous l'effet des « revalorisations » inférieures aux prix ou de prélèvements imposés au fil des années. Pour s'en tenir aux mesures les plus récentes, les pensions ont été revalorisées de 0,4 % pour 2021 quand l'INSEE annonce une inflation annuelle de 1,4 % en mai et à partir de 2 000 € de pension est maintenue depuis 2018 l'augmentation de 25 % de l'« impôt » inégalitaire qu'est la CSG. 10 % des retraité·e·s ont un niveau de vie inférieur à 1 103 € (rapport du COR novembre 2020)

Mettons en regard les pertes accumulées ou les faibles ressources avec le gain de 170 Mds réalisé pendant la crise sanitaire par les milliardaires en France après l'augmentation de la fortune des plus aisés depuis 2017. Une juste cotisation sur les revenus financiers apporterait des recettes socialement utiles.

L'exigence de vivre pleinement sa retraite dans la justice sociale s'accompagne du refus de l'aggravation de l'austérité pour rembourser une dette requalifiée de sociale par le gouvernement alors qu'elle pourrait relever d'un emprunt d'État. C'est aussi une résistance au projet politique affiché dans les rapports officiels de faire radicalement décrocher à terme le niveau de vie des retraité·e·s par rapport à celui des actives et actifs. Les retraité·e·s combattront avec les salarié·e·s tout projet de réforme des retraites destiné à réduire encore le montant des pensions quand les besoins de financement n'ont rien d'alarmant et pourraient être satisfaits avec d'autres choix (salaires, emplois, politique de cotisations sociales...).

La pandémie a mis en évidence le rôle essentiel joué par la protection sociale et notamment par la Sécurité Sociale dans la prise en charge des soins, l'accès aux masques, aux tests, aux vaccins. La reconquête de cette solidarité construite et financée par les cotisations sociales est à l'ordre du jour.

Facteurs de redistribution, les services publics doivent avoir partout les moyens d'offrir un service gratuit et de qualité assuré par des agents statutaires au lieu de renvoyer les usagers à leurs capacités financières, à leur situation géographique ou à leur équipement informatique. La création d'un service public de l'autonomie est une nécessité.

Tout en poursuivant la participation à des initiatives interprofessionnelles, c'est sur ces revendications de transformations sociales que nous espérons vous retrouver le 1^{er} octobre après un été que nous vous souhaitons réparateur.

*Martine Beaulu-Barlier, Fabienne Bellin,
Anne-Marie Roussel, le 24 juin 2021*

p.1 : Éditorial

Sommaire

p.2 : Le syndicalisme face aux défis du XXI^{ème} siècle

Le syndicalisme face aux défis du XXI^{ème} siècle

Alors que les raisons de lutter se multiplient, le syndicalisme de ce début de siècle est confronté à des difficultés de mobilisation et d'invention de nouvelles formes d'actions. Ni renoncement désespéré, ni défense systématique de l'existant mais une recherche d'autres voies a été au cœur du colloque organisé par la FSU et son Institut de recherches (1).

Le syndicalisme doit faire face à la recomposition du capitalisme. Produits du néolibéralisme, les nouvelles formes de gestion du travail ont détruit les collectifs et les solidarités et ce sont le plus souvent les catégories les plus précaires qui se sentent les plus isolées.

Mais d'autres questions que celles du travail ont émergé dans la société : celles des discriminations, de la fracture de la société, de l'égalité hommes/femmes, de l'environnement, des technologies du numérique... Comment prendre en compte ces évolutions et se réorganiser face à la nature systémique des réformes néolibérales ?

Il est urgent de s'unir

Des mobilisations de grande ampleur se sont relayées depuis plusieurs années et se sont poursuivies pendant le quinquennat de Macron durant 21 mois sur 32. Il existe bien dans la société un véritable potentiel d'inventions et d'initiatives, mais les luttes restent fragmentées et il n'y a pas de montée en puissance suffisante pour obtenir une victoire. Face à la défiance de la population envers les partis politiques et les institutions, les syndicats doivent recréer de l'unité pour défendre les libertés et faire reculer l'extrême droite. Les luttes féministes et celles contre les discriminations sont aussi des questions syndicales et sociales. Elles doivent être replacées dans le cadre des rapports de domination de classe. En effet, le capitalisme se nourrit d'une main-d'œuvre maintenue dans l'insécurité. Le syndicat doit rester un outil, un soutien à la déconstruction du racisme.

Le syndicalisme, un outil de contre-culture puissant pour participer à une transformation profonde de la société

« L'avenir a lui aussi son histoire qui reste à rêver et à inventer. »
Ludivine Bantigny

Le rôle de porteur de projets n'est pas le monopole des partis et les syndicats sont bien placés pour imaginer des alternatives de transformation et faire partager une certaine vision du monde. Le syndicalisme doit assumer une visée utopique, en développant un syndicalisme ouvert dans l'action quotidienne et la préparation de l'avenir. D'autant

que la crise sanitaire et sociale a été un révélateur et entraîné une prise de conscience sur l'importance des services publics, les inégalités profondes et la taxation des plus riches, le dogme de la dette, la fiscalité des entreprises...

Comment aussi intégrer la question écologique dans les syndicats ou agir contre la dictature des actionnaires et réinventer une république démocratique, sociale, féministe et écologique ? Un universel est à construire en y incorporant les exclus, là où le néolibéralisme a fait exploser les solidarités et écarté la justice sociale.

Faire du commun et privilégier la transversalité

Le syndicalisme doit redéfinir sa préoccupation centrale comme celle de « faire du Commun » (Christian Laval (2)). « Le Commun » : c'est aussi la bataille contre les flux financiers et le marché non régulé. Ce qui nécessite d'intégrer toutes les formes de lutte dans la transversalisation, d'approfondir des alliances pour peser sur les programmes des partis.

Parmi les coalitions qui existent déjà, « Plus jamais ça » a réussi à mettre en place une plate-forme commune avec des syndicats, des associations, autour de 34 propositions. Il reste maintenant à développer des dynamiques au niveau local pour que ça infuse dans la société.

Roselyne Cozic, Anne-Marie Roussel

(1) « Le syndicalisme au défi du XXI^{ème} siècle »
<http://institut.fsu.fr/le-syndicalisme-au-defi-du-XXIeme-siecle.html>

(2) Christian Laval de l'IR-FSU est le co-auteur des livres « N'attendons pas la fin du monde » et « Le syndicalisme en commun ».

2 et 3 juin 2021
En présentiel (rue cabanis - Paris XIV^{ème}) selon conditions sanitaires
et en live sur le site de la FSU

LE SYNDICALISME AU DÉFI DU XXI^{ÈME} SIÈCLE

4 tables rondes :

- Nouveaux champs de réflexion et d'interventions syndicales
- Eco syndicalisme
- Féminisme, antiracisme et la nouvelle question sociale
- Syndicalisme et politique

Avec la participation de :
Verveine Angeli, Sophie Bérout, Michel Brevart, Cécile Dufiat, Maryse Dumas, Sigrid Gerardin, Murielle Guilbert, Veronique Marchesseau, Philippe Martinez, Jean-Marie Pernot, Alain Policar, Julien Rivoire, Frédérique Rolet, Danielle Tartakowsky, Benoît Teste, Karel Yon, et les chercheur-es de l'IR-FSU.